

Djibouti Quarante ans après l'indépendance, le pays est à la croisée des chemins.

Continuer ou rompre la dictature ?

Par Mohamed Kadami

Nouvel eldorado pour les grandes puissances, Djibouti, ancienne colonie française, indépendante depuis 1977, est devenu depuis la guerre au Yémen un enjeu régional. Située entre l'Érythrée, l'Éthiopie et la Somalie, au carrefour de l'Arabie et de l'Afrique, sur les rives de la mer Rouge, Djibouti a une position de verrou de cette ligne maritime si importante pour la vie économique internationale. Elle en tire une réelle valeur stratégique et géopolitique, ainsi qu'une rente conséquente. Ce qui explique qu'elle accueille plusieurs milliers de soldats occidentaux, français, américains et japonais, ainsi qu'une base chinoise en construction. Les Saoudiens souhaitent s'installer près de Babel Mandab, ce qui irrite fortement les Égyptiens. Les Chinois ont commencé à débarquer avec armes et bagages, y compris avec des chalutiers pour razzier les poissons, inquiétant Américains et Indiens et suscitant la colère des pêcheurs djiboutiens.

À l'instar des autres États africains, la violence a surgi au cœur du système du parti unique, la répression devenant un mode privilégié pour régler les différends politiques et étouffer toute forme de résistance. Les assassinats, massacres, arrestations et détentions arbitraires, tortures, et autres déchéances de la nationalité sont le terreau sur lequel ce régime a prospéré.

Si le pouvoir de Djibouti continue dans la même lancée, sur les mêmes orientations, c'est le chaos à la somalienne qui se dessine.

À maintes reprises, la population djiboutienne a voulu tourner la page de ce régime, sans y arriver. Après moult tentatives sans succès pour réformer un pouvoir congénitalement violent, l'insurrection armée dirigée par le Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (Frud) est arrivée aux portes de la capitale. Le régime de Djibouti a été sauvé *in extremis* en février 1992 par l'interposition des forces françaises.

L'élection présidentielle de 1999 a ensuite été l'occasion pour le peuple de Djibouti de rejeter massivement Ismail Omar Guelleh, qui fut le chef de la sécurité de Hassan Gouled, en votant pour Moussa Ahmed, éminente figure indépendantiste qui fut aussitôt emprisonné.

En 2003, ce sont les candidats du parti présidentiel aux élections législatives qui ont été battus par l'opposition dirigée par Ahmed Dini. Dix ans



Dirigeant du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (Frud).

après, Guelleh a vu ses candidats aux législatives complètement laminés par l'opposition, réunie dans l'Union pour le salut national. Par deux fois, la magie des fraudes a fonctionné.

Le refus de se plier aux verdicts des urnes est une des marques de ce régime. Cela a permis à Guelleh de briguer un 4^e mandat en 2016 et de s'ouvrir ainsi la voie à une présidence à vie. Mais c'est au sein de son entourage, sentant l'usure du pouvoir et une atmosphère de fin de règne, que les appétits s'aiguisent pour lui succéder.

► L'horreur derrière la vitrine internationale

L'opposition politique qui a mis à nu le roitelet a été l'objet du tout-répressif. C'est ce que Guelleh sait le mieux faire : emprisonner les dirigeants de l'opposition. Malgré la proclamation du multipartisme, les partis de l'opposition n'ont aucune existence légale ; même l'Alliance républicaine pour le développement, le principal parti de l'opposition dirigé par Ahmed Yousouf, a été mis hors la loi. Cette répression a engendré la division et l'affaiblissement de l'opposition politique.

Dès lors, la principale cible du pouvoir reste le Frud, seule force à échapper au rouleau compresseur du régime qui a beaucoup de mal à le déloger de ses bastions. C'est la raison pour laquelle le pouvoir de Guelleh mène une véritable politique de la terre brûlée dans les provinces dites rebelles (Nord et Sud-Ouest). Les populations de ces régions sont traitées en ennemi de l'intérieur depuis 40 ans. Guelleh voudrait faire de leur territoire des terres vacantes et sans maître qu'il peut spolier, ou vendre, comme il vient de le faire pour les îles Mousha. L'armée se comporte à l'égard des habitants de ces régions comme en territoire ennemi. Depuis le début du mois de mai, 250 personnes y ont été arrêtées et sont détenues au centre de rétention de Nagad, dans la capitale. Ouma Mohamed Deberkeleh, épouse d'un cadre du Frud, en fait partie. Les viols des femmes par des soldats se poursuivent en toute impunité dans le triangle Margoïta, Syarou, Garabtissan. Ils ont été condamnés pour la première fois par le Parlement européen en mai 2016. Le cas le plus emblématique est celui de Mohamed Ahmed Jabha, détenu depuis sept ans malgré sa grave maladie.

En renforçant l'union de l'opposition, au-delà des postures individuelles et de narcissismes, nous pouvons changer la situation à Djibouti et tourner ainsi la page de ces 40 années de dictature familiale. ■

**SI LE POUVOIR DE DJIBOUTI CONTINUE,
C'EST LE CHAOS À LA SOMALIENNE QUI SE DESSINE.**